

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

3 décembre 2019

PROPOSITION DE LOI

**modifiant le Code civil en ce qui concerne
l'accouchement discret**

(déposée par Mme Nahima Lanjri et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

3 december 2019

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek
wat betreft de discrete bevalling**

(ingediend door mevrouw Nahima Lanjri c.s.)

RÉSUMÉ

Les auteurs de la présente proposition de loi veulent offrir à la femme la possibilité d'accoucher sans que son identité soit révélée dans l'acte de naissance. Si l'on instaure un système de discrétion prévoyant un traitement confidentiel des données d'identité de la mère, celle-ci pourra accoucher dans de bonnes conditions, notamment sur le plan médical.

SAMENVATTING

Met dit wetsvoorstel willen de indieners de vrouw de mogelijkheid bieden te bevallen zonder dat haar identiteit in de geboorteakte wordt onthuld. De bevalling kan, door het systeem van het discreet behandelen van de identiteitsgegevens van de moeder, plaatsvinden in passende en veilige medische omstandigheden.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend le texte de la proposition DOC 54 0106/001.

Boîte à bébés

Le 17 novembre 2007, un nouveau-né a été déposé pour la première fois dans la boîte à bébés de l'ASBL *Moeders voor Moeders*, à Borgerhout. Ce fait divers confirme la nécessité de trouver une solution humaine pour les femmes qui recourent à ces boîtes à bébés et pour les enfants qui y sont déposés.

En Belgique, les femmes qui subissent une grossesse non désirée ont une marge de manœuvre très limitée. Soit elles procèdent à une interruption volontaire de grossesse aux conditions prévues par la loi (avortement), soit elles accouchent officiellement, auquel cas leur nom est consigné dans l'acte de naissance, après quoi elles cèdent leur enfant en vue d'une adoption. Dans notre pays, il n'existe aucune possibilité d'accoucher dans l'anonymat, de même qu'il n'est toujours pas possible d'accoucher dans la discrétion.

Cependant, certaines femmes tiennent absolument à ce que leur identité ne figure pas dans l'acte de naissance. Elles optent alors pour d'autres solutions. Parfois, elles n'ont pour seule échappatoire qu'un accouchement "clandestin" et abandonnent leur enfant n'importe où, dans une gare, dans les dunes ou dans une boîte à bébés, comme dans le cas cité ci-dessus. Le plus dramatique, c'est que le nouveau-né ne survit pas toujours à un tel abandon. Fin février 2008, on a encore retrouvé un nouveau-né mort, enfermé dans un sac poubelle repêché dans un étang du Rivierenhof, à Deurne. Parfois, ces femmes se rendent à l'étranger, principalement en France, où la législation autorise l'accouchement anonyme. Elles peuvent ainsi abandonner leur enfant sans avoir à communiquer leur identité.

Mais ce système français de l'accouchement dans l'anonymat le plus total ("l'accouchement sous X") a fait l'objet de très nombreuses critiques, surtout de la part des enfants nés sous X. Ils trouvent inacceptable d'être dans l'impossibilité de rechercher leurs parents biologiques.

Compte tenu des enseignements tirés de l'étranger et partant du principe qu'une boîte à bébés prive la mère et l'enfant de toute perspective d'approche humaine, les auteurs de la présente proposition de loi privilégient la piste de l'accouchement discret.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt de tekst over van voorstel DOC 54 0106/001.

Vondelingenschuif

Op 17 november 2007 werd voor de eerste keer een kindje aangetroffen in de vondelingenschuif van de vzw *Moeders voor Moeders* in Borgerhout. Dit feit bevestigt de noodzaak van een humane oplossing voor vrouwen die een beroep doen op dergelijke vondelingenschuif en voor de kinderen die in dergelijke schuif terecht komen.

Een ongewenst zwangere vrouw is in België beperkt in haar mogelijkheden. Ofwel breekt zij haar zwangerschap binnen de voorwaarden van de wet vroegtijdig af (abortus), ofwel bevalt ze officieel en verschijnt haar naam op de geboorteakte waarna ze haar kind afstaat voor adoptie. In ons land bestaat de mogelijkheid van een anonieme bevalling niet en tot op heden ook niet de mogelijkheid van een discrete bevalling.

Voor sommige vrouwen is het echter zeer belangrijk dat hun identiteit niet wordt vermeld in de geboorteakte. Deze vrouwen opteren dan voor andere oplossingen. Ofwel nemen ze hun toevlucht tot een "clandestiene" bevalling en laten ze hun kind ergens achter, in een station, in de duinen, of zoals hierboven vermeld, in een vondelingenschuif. Schrijnend is dat meer dan eens de kindjes hierbij het leven laten. Zo werd er eind februari 2008 nog een pasgeboren dode baby in een vuilniszak teruggevonden in een vijver in het Rivierenhof in Deurne. Soms trekken die vrouwen ook naar het buitenland, vooral naar Frankrijk, waar wel de wettelijke mogelijkheid bestaat van een anonieme bevalling. Op die manier kunnen ze afstand doen van hun kind zonder dat er gegevens moeten worden achtergelaten.

Op dit Franse systeem van de volledig anonieme bevalling ("*accouchement sous X*") is echter zeer veel kritiek ontstaan, vooral vanuit de hoek van de X-kinderen zelf. Ze vinden het onaanvaardbaar dat ze niet de mogelijkheid hebben om hun biologische ouders op te sporen.

Gelet op de ervaring in het buitenland en vanuit de gedachte dat een vondelingenschuif de moeder en het kind alle kansen op een humane aanpak ontnemt, geven de indieners de voorkeur aan de mogelijkheid van de discrete bevalling.

Accouchement discret

Le système de l'accouchement discret tient compte à la fois des droits de la femme et de ceux de l'enfant, et offre donc une alternative équilibrée aux accouchements sous X, aux boîtes à bébés et aux accouchements clandestins. Les auteurs ne négligent pas complètement le rôle de l'homme ou du père dans cette problématique, et prévoient en ce sens une procédure d'opposition après la naissance.

La proposition de loi tente donc de trouver un équilibre entre les droits et les intérêts de toutes les personnes concernées.

Droits de la mère

Les auteurs de la présente proposition de loi veulent offrir à la femme la possibilité d'accoucher sans que son identité soit révélée dans l'acte de naissance. Elles comprennent que certaines mères peuvent se retrouver dans des situations de profonde détresse et que si quelqu'un venait à être au courant de la naissance de leur enfant, cela leur ferait courir des risques. Mais les femmes qui se voient contraintes d'abandonner leur enfant n'importe où restent privées de toute forme d'aide. Si l'on instaure un système de discrétion prévoyant un traitement confidentiel des données d'identité de la mère, celle-ci pourra accoucher dans de bonnes conditions, notamment sur le plan médical. Les auteurs veulent donc envisager la présente proposition sous l'angle de l'assistance, afin que les femmes en question puissent bénéficier d'un accompagnement aussi bien avant l'abandon de leur enfant que juste après, ainsi qu'à plus long terme. Elles pourront ainsi être soutenues dans leur choix, après avoir envisagé toutes les alternatives possibles. Quelque 80 % des femmes qui s'adressent à des services d'adoption ou à d'autres services sociaux offrant un accueil professionnel pour faire part de leur volonté d'abandonner leur bébé se voient proposer d'autres solutions leur permettant d'élever elles-mêmes leur enfant ou de maintenir le contact avec lui. Voilà une perspective dont ces femmes ne peuvent pas être privées.

Droits de l'enfant

D'autre part, il faut évidemment tenir compte aussi des droits des enfants. La Convention internationale relative aux droits de l'enfant accorde à ce dernier le droit d'être élevé par ses parents biologiques et de connaître ses géniteurs. De nombreuses études ont déjà démontré que les enfants qui n'ont aucune information sur leurs géniteurs risquent fort de connaître des problèmes psychologiques plus tard. Il peut aussi s'avérer essentiel de retrouver ses parents biologiques pour des raisons de santé, par exemple dans le cadre d'une maladie

Discrete bevalling

Het systeem van de discrete bevalling is een regeling die rekening houdt zowel met de rechten van de vrouw, als met die van het kind en biedt dus een evenwichtig alternatief voor anonieme bevallingen, vondelingen-schuiven en clandestiene bevallingen. De indieners gaan niet volledig voorbij aan de rol van de man/vader in dit verhaal en voorzien in een procedure van verzet na de geboorte.

Het wetsvoorstel zoekt dus naar een evenwicht tussen de rechten en de belangen van alle betrokkenen.

Rechten van de moeder

Met dit wetsvoorstel willen de indieners de vrouw de mogelijkheid bieden te bevallen zonder dat haar identiteit in de geboortekte wordt onthuld. Ze begrijpen dat bepaalde moeders in bijzondere noodsituaties kunnen terechtkomen en risico's lopen als iemand weet heeft van de geboorte van hun kind. Vrouwen die hun kind echter ergens moeten gaan deponeren, blijven verstoken van elke vorm van hulp. De bevalling kan, door het systeem van het discreet behandelen van de identiteitsgegevens van de moeder, plaatsvinden in passende en veilige medische omstandigheden. De indieners willen dat dan ook bekijken in het kader van de hulpverlening, zodat de vrouwen zowel vóór de afstand van hun kindje als in de periode kort na de afstand en op langere termijn, begeleid kunnen worden. De vrouwen kunnen dan ondersteund worden in hun keuze, nadat ze alle mogelijke alternatieven hebben overwogen. Bij de professionele opvang in adoptiediensten en andere sociale diensten worden voor 80 % van de vrouwen die met een aanmeldingsvraag voor afstand komen, andere oplossingen gevonden, waarbij ze de kans krijgen hun kind zelf op te voeden, of het contact te behouden. Dit perspectief mogen we deze vrouwen niet ontnemen.

Rechten van het kind

Anderzijds moeten we natuurlijk ook rekening houden met de rechten van kinderen. Het Internationaal Verdrag inzake de Rechten van het Kind kent het kind het recht toe om door de eigen ouders opgevoed te worden en kent ook het recht toe om te weten van wie men afstamt. Tal van onderzoeken hebben reeds aangetoond dat kinderen die helemaal geen enkele informatie hebben betreffende hun afstamming op latere leeftijd een grote kans op psychologische problemen oplopen. Ook omwille van gezondheidsredenen, bijvoorbeeld bij een

génétique grave. C'est la raison pour laquelle on ne peut pas rendre totalement impossible la recherche de filiation. L'identité de la mère et, le cas échéant, du père sera dès lors conservée dans un registre tenu par les autorités centrales en matière d'adoption.

Concrètement, les auteurs ont imaginé une procédure d'accouchement discret pour laquelle les femmes peuvent opter lors de leur admission dans un établissement de soins. Naturellement, la femme peut décider de sa propre initiative de prendre contact plus tôt avec l'établissement de soins et les autorités centrales en matière d'adoption, afin d'examiner toutes les possibilités qui s'offrent à elle, afin de définir les informations qui pourront être divulguées et quand, ainsi que pour analyser les conséquences d'une telle décision.

L'établissement en question informe immédiatement les autorités centrales en matière d'adoption du choix de l'accouchement discret, pour autant que la femme n'ait pas déjà pris contact avec lesdites autorités. Conformément à la Convention de La Haye sur l'adoption, ratifiée par la Belgique lors de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'adoption, des autorités centrales ont été constituées au niveau fédéral et au niveau communautaire, chacune étant dotée de compétences propres. Les autorités centrales sont les mieux placées pour gérer les implications des accouchements discrets.

Ces autorités d'adoption sont chargées de la gestion et de la conservation des données dans un registre *ad hoc*.

Au moment de la naissance, l'enfant n'aura pas de liens de filiation et donc pas de parents sur le plan juridique. En effet, sa mère étant inconnue, une reconnaissance éventuelle du père ne saurait être suivie d'effet.

De plus, personne ne peut ni ne doit donner son consentement à l'adoption. L'enfant a alors un statut comparable à celui d'un enfant trouvé, d'un pupille, à qui l'on assignera un tuteur conformément aux articles 50 et 389 du Code civil, en attente d'une adoption.

Droits du père

La situation du père est un élément complexe dans toute cette problématique.

Dans certains cas, c'est à cause de l'homme que la femme opte pour la procédure de l'accouchement discret.

ernstige genetische ziekte, kan het van belang zijn om de biologische ouder(s) terug te vinden. Het opzoeken van de afstamming mag daarom niet totaal onmogelijk worden gemaakt. Om deze reden worden de gegevens van de moeder en desgevallend de vader bewaard in een register, dat zal worden beheerd door de centrale adoptieautoriteiten.

Concreet ontwikkelen de indieners een procedure van de discrete bevalling waarvoor vrouwen kunnen kiezen bij de opname in een verzorgingsinstelling. Natuurlijk kan de vrouw op eigen initiatief al vroeger contact opnemen met de verzorgingsinstelling en met de centrale adoptieautoriteiten om te bespreken welke mogelijkheden zij allemaal heeft, welke gegevens kunnen worden vrijgegeven en wanneer en welke de consequenties zullen zijn van dergelijke beslissing.

De keuze voor een discrete bevalling wordt door de instelling onmiddellijk bekendgemaakt bij de centrale adoptieautoriteiten, als de vrouw zelf vooraf nog geen contact genomen heeft. In uitvoering van het Haags Adoptieverdrag, door België geratificeerd bij de inwerkingtreding van de nieuwe adoptiewet, werden centrale autoriteiten opgericht op federaal en gemeenschapsniveau, elk met hun eigen bevoegdheden. De centrale autoriteiten zijn perfect geplaatst om de verwickelingen van discrete bevallingen te behandelen.

Deze adoptieautoriteiten staan in voor het beheer en het bewaren van de gegevens in een daartoe speciaal ingericht register.

Op het tijdstip van de geboorte zal het kind geen afstammingsbanden hebben, het heeft dus geen juridische ouders. De moeder is namelijk onbekend en een eventuele erkenning van de vader kan hierdoor geen uitwerking krijgen.

Niemand kan/moet dus ook toestemming geven voor de adoptie. Het kind krijgt een vergelijkbaar statuut als een vondeling, als een staatspupil en er zal dan ook overeenkomstig artikelen 50 en 389 van het Burgerlijk Wetboek een voogd worden aangesteld in afwachting van de adoptie.

Rechten van de vader

Een moeilijk vraagstuk in dit hele verhaal betreft de situatie van de vader.

In sommige gevallen zal de man de reden zijn waarom de vrouw kiest voor het systeem van de discrete bevalling.

La femme qui considère que l'accouchement discret est la seule possibilité, vit en tout cas une relation perturbée.

Par exemple, en cas de violence, la femme peut juger qu'il est préférable d'opter pour un accouchement discret pour sa propre sécurité et pour celle de son enfant à naître.

En outre, dans certains environnements et certaines cultures, les filles célibataires sont mises à rude épreuve lorsque leur grossesse est découverte. Il en va de même pour les femmes dont la grossesse résulte d'une relation extraconjugale.

Dans toutes ces situations, les auteurs veulent privilégier la sécurité de la femme et de son enfant. Elles jugent également que le système serait vidé de sa substance si la procédure de l'accouchement discret nécessitait le consentement préalable de l'homme, et estiment dès lors que ce consentement n'est pas opportun.

Par ailleurs, on ne peut pas non plus ignorer complètement les droits du père. Le rôle de l'homme en tant que père n'a cessé de prendre de l'importance ces dernières années, et la jurisprudence tient compte, elle aussi, de cette nouvelle situation.

La "vie familiale potentielle" est un autre élément qui est de plus en plus souvent pris en compte par la jurisprudence de la Cour de Strasbourg, selon laquelle il ne faut pas interpréter l'article 8 de la CEDH comme s'il protégeait uniquement la vie familiale déjà existante, mais bien comme s'il protégeait également la relation potentielle qui pourrait se développer entre un père et un enfant né hors mariage. Deux facteurs jouent un rôle à ce niveau: la nature de la relation entre les parents naturels et l'intérêt dont fait preuve le parent naturel et son engagement envers son enfant, aussi bien avant la naissance qu'après celle-ci.

Le système décrit ci-dessus assure la discrétion à l'égard de la femme qui accouche. Dans la plupart des cas, l'homme ou le père ne sera pas présent lors de l'accouchement ou même n'en aura pas connaissance. Son nom n'apparaîtra donc pas dans l'acte de naissance. Naturellement, il est possible que l'homme soit au courant de la grossesse ou la soupçonne, et qu'il entreprenne les démarches nécessaires pour établir des liens de filiation avec son enfant. Cependant, une reconnaissance éventuelle de la naissance faite par un homme non marié restera sans conséquence en raison de la discrétion dans l'acte de naissance. Par conséquent, l'acte de reconnaissance ne sera pas non plus

Er zal in ieder geval sprake zijn van een verstoorde relatie, als de vrouw de discrete bevalling als enige mogelijkheid beschouwt.

Bij een geschiedenis van geweldpleging bijvoorbeeld kan het zijn dat de vrouw oordeelt dat het beter is voor haar eigen veiligheid en voor de veiligheid van haar ongeboren kindje dat ze kiest voor een discrete bevalling.

Daarnaast zijn er omgevingen en culturen waar ongetrouwde meisjes onder druk staan als ze zwanger blijken te zijn, zo ook voor getrouwde vrouwen die een buitenhuwelijkse relatie hebben, waaruit een zwangerschap resulteert.

In al deze gevallen willen de indieners de voorrang geven aan de veiligheid en de zekerheid van de vrouw en haar kind en oordelen zij ook dat een voorafgaande toestemming van de man voor de procedure van de discrete bevalling het systeem zou uithollen en dus niet opportuun is.

Anderzijds kan er ook niet helemaal voorbijgegaan worden aan de rechten van de vader. De rol van de man als vader is steeds belangrijker geworden de jongste jaren en ook de rechtspraak houdt rekening met deze gewijzigde omstandigheden.

Ook houdt de rechtspraak van het Hof van Straatsburg steeds vaker rekening met "potentieel familieleven". Volgens de Straatsburgse organen kan artikel 8 EVRM niet alleen worden geïnterpreteerd in die zin dat het enkel familie- en gezinsleven dat reeds bestaat beschermt, maar omvat het ook de potentiële relatie die zich mogelijkerwijze zou kunnen ontwikkelen tussen een natuurlijke vader en een kind geboren buiten het huwelijk. Twee factoren spelen daarbij een rol: de aard van de relatie tussen de natuurlijke ouders en de aangetoonde belangstelling voor en engagement van de natuurlijke vader jegens zijn kind, zowel vóór als na de geboorte.

Door het hierboven beschreven systeem bestaat er discretie ten opzichte van de vrouw die bevalt. De man/vader zal in de meeste gevallen afwezig zijn bij de bevalling of zelfs onwetend zijn hiervan. Zijn naam komt dan ook niet in de geboorteakte. Het kan natuurlijk zijn dat de man wel weet heeft van of vermoedens heeft over de zwangerschap en de nodige stappen zet om afstamingsbanden te creëren met zijn kind. Een eventuele erkenning voor de geboorte door een ongehuwde man zal echter geen gevolg hebben wegens de discretie in de geboorteakte. De erkenningsakte kan als gevolg hiervan ook niet in de geboorteakte worden overgeschreven. Voor een getrouwde man zal de vaderschapsregel

retranscrit dans l'acte de naissance. Le nom de la mère ne figurant pas dans l'acte de naissance, la règle de la parenté ne sera pas applicable pour un homme marié.

Dans l'esprit de la jurisprudence de la Cour de Strasbourg, il convient également de prévoir des solutions pour l'homme qui entreprend des démarches pour chercher où se trouve son enfant et comment il peut effectivement s'en occuper. Les auteurs ont privilégié une procédure ultérieure à la naissance, comme dans le système français.

Si l'homme est au courant de la naissance et qu'il veut établir des liens de filiation avec l'enfant, il peut intenter une procédure d'opposition auprès du président du tribunal de première instance, dans les deux mois qui suivent la naissance. Passé ce délai, l'enfant sera placé définitivement dans la filière d'adoption par une requête unilatérale, à la suite d'une procédure comme en référé.

Après avoir mené une enquête sur le bien-fondé des demandes de l'homme, un juge opérant à huis clos mettra dans la balance les intérêts de la mère, du père et de l'enfant et définira alors la meilleure solution au cas par cas. Si le juge estime que les demandes de l'homme sont légitimes, il accueillera la demande d'opposition du père de manière à créer des liens de filiation normaux entre le père et l'enfant. Il est toutefois parfaitement possible de maintenir la discrétion sur l'identité de la femme. Dans la pratique, l'enfant apprendra évidemment l'identité de sa mère, mais il n'existera aucun lien de filiation juridique entre eux. Le juge peut aussi décider, pour la sécurité de la femme et de l'enfant, que la discrétion doit être maintenue sur l'identité aussi bien de la femme que de l'homme.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Art. 2

Les données relatives à la filiation maternelle et, le cas échéant, celles relatives à la filiation paternelle, ne seront pas mentionnées dans l'acte de naissance si la mère a opté pour la procédure de l'accouchement discret.

Art. 3

Cet article traite du choix de la procédure de l'accouchement discret.

niet gelden, omdat de naam van de moeder niet in de geboorteakte verschijnt.

Ook voor de man die echt stappen zet en moeite doet om te achterhalen waar zijn kind is en hoe hij daadwerkelijk voor zijn kind kan zorgen, moet er in oplossingen voorzien zijn, de rechtspraak van het Hof van Straatsburg indachtig. De indieners hebben ervoor gekozen om net als in Frankrijk te kiezen voor een procedure na de geboorte.

De man die weet heeft van een geboorte en afstammingsbanden wil vaststellen ten opzichte van het kind, kan een procedure van verzet instellen bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg. Hij heeft hiervoor tijd tot twee maanden na de geboorte. Vanaf dan zal het kind definitief geplaatst worden voor adoptie. Dit gebeurt via een eenzijdig verzoekschrift, via een procedure zoals in kortgeding.

Een rechter zal dan achter gesloten deuren, na het voeren van een onderzoek naar de rechtmatigheid van de eisen van de man, de belangen van moeder, vader en kind tegen elkaar afwegen en oordelen wat de beste oplossing is, geval per geval. Mogelijks acht de rechter de eisen van de man gerechtvaardigd en wil hij de verzetsprocedure van de vader in, zodat er wel normale afstammingsbanden ontstaan tussen de vader en het kind. De discretie ten opzichte van de vrouw kan wel perfect blijven bestaan. In de praktijk zal het kind dan natuurlijk wel weten wie zijn moeder is, maar er bestaan geen juridische afstammingsbanden. Het kan echter zijn dat de rechter voor de veiligheid en zekerheid van vrouw en kind oordeelt dat de discretie zowel ten opzichte van de vrouw als de man gehandhaafd moet blijven.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Art. 2

De afstammingsgegevens van moeder en eventueel vader zullen niet in de geboorteakte worden opgenomen, als de moeder gekozen heeft voor de procedure van de discrete bevalling.

Art. 3

Behandelt de keuze voor de procedure van de discrete bevalling.

Art. 4

Cet article fixe les délais à respecter pour la notification du choix de l'accouchement discret, pour la notification de l'accouchement et pour la déclaration de la naissance. Il détermine également qui doit procéder à ces formalités, tant en cas de naissance dans une institution qu'en cas de naissance, préparée ou non, en dehors d'une institution.

Art. 5

Le choix de la mère et, le cas échéant, du père doit être un choix libre et éclairé. Cette décision revêt une importance telle – tant pour le(s) parent(s) que pour l'enfant – qu'elle doit être fondée sur une information préalable et complète. Le seul cas où le père est associé à cette décision est celui où la mère l'informe, dès le début, du choix de l'accouchement discret.

C'est précisément l'engagement d'une procédure d'accouchement discret qui rend possible l'accouchement dans un contexte médical et dans le cadre de l'aide aux personnes. Les informations nécessaires sont fournies par le service social de l'hôpital ainsi que par l'autorité centrale en matière d'adoption. Ces informations concernent entre autres les droits, aides et avantages garantis par la loi ou par décret aux familles, aux mères célibataires et à leur famille, les possibilités d'aide psychologique et sociale que peuvent offrir les organismes et associations reconnus par la loi ou le décret, ainsi que toutes les informations relatives à l'adoption ultérieure de l'enfant. À cet égard, l'autorité fédérale demande aux Communautés de concevoir une brochure d'information expliquant en détail la situation et les droits de la femme, de l'homme et de l'enfant.

Art. 6

Cet article concerne la gestion et la conservation des données par les autorités centrales en matière d'adoption. Il est formulé par analogie aux dispositions relatives à la gestion et à la conservation des données en matière d'adoption.

Art. 7

Cet article instaure un mécanisme de protection pour la conservation des données, par analogie avec les dispositions relatives aux données en matière d'adoption.

Art. 4

Dit artikel bepaalt de termijnen voor de kennisgeving van de keuze voor de discrete bevalling, voor de kennisgeving van de bevalling en voor de aangifte van de geboorte. Het bepaalt tevens wie dit moet doen, zowel in het geval van geboorte in een instelling dan wel in het geval van geboorte, al dan niet voorbereid, buiten de instelling.

Art. 5

De keuze van de moeder en in voorkomend geval van de vader moet een vrije en geïnformeerde keuze zijn. Die beslissing is dermate gewichtig, zowel voor de ouder(s) als voor het kind, dat uitvoerige informatie noodzakelijk is. Er is slechts één geval waarbij de vader hierbij ook betrokken wordt en dat is de omstandigheid waarin hij van meet af aan op de hoogte is van de discrete bevaling door de moeder zelf.

Het is net door het instellen van een procedure van de discrete bevalling dat de bevalling in een medische context en in het kader van de hulpverlening kan gebeuren. De sociale dienst in het ziekenhuis en ook de centrale adoptieautoriteit voorzien in de nodige informatie. Die informatie verduidelijkt onder meer de rechten, de bijstand en de voordelen waarop de gezinnen, de alleenstaande moeders en hun gezinnen bij wet en decreet aanspraak kunnen maken, alsook over de mogelijkheden van psychologische en sociale hulpverlening die wordt verstrekt door bij wet of decreet erkende instellingen of verenigingen en alle informatie die verband houdt met de latere adoptie van het kind. De federale overheid rekent hierbij ook op de Gemeenschappen om een informatiefolder te ontwerpen waarbij de positie en de rechten van de vrouw, de man en het kind uitgebreid op een rijtje worden gezet.

Art. 6

Handelt over het beheer en het bewaren van de gegevens door de centrale adoptieautoriteiten. Het is opgesteld naar analogie met de bepalingen betreffende het beheren en het bewaren van de adoptiegegevens.

Art. 7

Beschermingsmechanisme bij het bewaren van gegevens, naar analogie met de bepalingen betreffende adoptiegegevens.

Art. 8

En ce qui concerne le droit de consultation des données, on peut distinguer deux situations. Si la mère bio-physiologique ne s'oppose pas à la communication de son identité, il n'y a aucune raison de refuser la divulgation des informations à l'enfant.

En revanche, si la mère s'oppose à ce que son identité soit communiquée, une instance indépendante et impartiale doit pouvoir mettre en balance les intérêts de l'enfant et ceux de la mère bio-physiologique.

Art. 9

Cet article concerne la possibilité pour le père d'engager une procédure d'opposition pour faire ainsi connaître clairement son souhait d'éduquer lui-même son enfant et d'établir des liens de filiation entre son enfant et lui.

Art. 10

Cet article prévoit que la mère qui a opté pour la procédure de l'accouchement discret et qui, après deux mois de réflexion, n'a pas renoncé au consentement à l'accouchement discret, ne peut plus reconnaître l'enfant en vue d'établir ultérieurement sa filiation à l'égard de ce dernier.

Art. 8

Inzake het inzagerecht in de gegevens kunnen twee situaties worden onderscheiden. De biofysiologische moeder verzet zich niet tegen de mededeling van haar identiteit: in dat geval is er geen enkele reden om de mededeling van de informatie aan het kind te weigeren.

De mogelijkheid bestaat echter ook dat de moeder zich wel verzet tegen de mededeling van haar identiteit. In die situatie moet het mogelijk zijn dat een onafhankelijke en onpartijdige instantie de belangen van het kind en van de biofysiologische moeder tegen elkaar afweegt.

Art. 9

Behandelt de mogelijkheid van een verzetsprocedure door de vader die uitdrukkelijk laat blijken dat hij zijn kind zelf wil opvoeden en afstammingsbanden wil doen ontstaan tussen hem en zijn kind.

Art. 10

Bepaalt dat de moeder van het kind die gekozen heeft voor de procedure van de discrete bevalling en die na twee maanden bedenktijd haar toestemming tot de discrete bevalling niet heeft herzien, het kind niet meer kan erkennen teneinde haar afstamming ten opzichte van het kind op een later tijdstip vast te stellen.

Nahima LANJRI (CD&V)
Nawal FARIH (CD&V)
Leen DIERICK (CD&V)
Steven MATHEÏ (CD&V)
Els VAN HOOF (CD&V)

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Dans le Code civil, il est inséré un article 44/1 rédigé comme suit:

“Art. 44/1. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 44, les nom, prénoms et domicile de la mère et éventuellement du père ne sont pas mentionnés dans l'acte si la mère opte pour la procédure de l'accouchement discret aux conditions fixées à l'article 44/2.”

Art. 3

Dans le même Code, il est inséré un article 44/2^r rédigé comme suit:

“Art. 44/2. Toute femme a la possibilité d'opter pour la procédure d'accouchement discret. Elle peut retirer son consentement à un accouchement discret dans les deux mois qui suivent la naissance.”

Art. 4

Dans le même Code, il est inséré un article 44/3^r rédigé comme suit:

“Art. 44/3. § 1^{er}. En cas d'accouchement dans des hôpitaux, cliniques, maternités ou autres établissements de soins, le choix de l'accouchement discret est communiqué aux autorités centrales en matière d'adoption, le jour de l'admission, par la personne qui assure la direction de l'établissement ou par son délégué. Dans les autres cas, cette décision d'accouchement discret sera communiquée aux services centraux d'adoption au même moment que la notification de l'accouchement proprement dit, par la mère, le père, les deux auteurs ou les médecins, accoucheuses ou autres personnes qui ont assisté à l'accouchement ou par la personne chez qui l'accouchement a eu lieu, au plus tard le lendemain de la naissance.

§ 2. En cas d'accouchement dans des hôpitaux, cliniques, maternités ou autres établissements de soins, la personne qui assure la direction de l'établissement ou son délégué donnera notification de l'accouchement

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

In het Burgerlijk Wetboek wordt een artikel 44/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 44/1. § 1. In afwijking van artikel 44 worden de naam, de voornamen en de woonplaats van de moeder en eventueel de vader niet in de akte vermeld, indien de moeder kiest voor de procedure van de discrete bevalling, volgens de voorwaarden vermeld in artikel 44/2.”

Art. 3

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 44/2 ingevoegd, luidende:

“Art. 44/2. Een vrouw heeft de mogelijkheid te kiezen voor de procedure van een discrete bevalling. Zij kan haar toestemming tot discrete bevalling intrekken uiterlijk twee maanden na de geboorte.”

Art. 4

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 44/3 ingevoegd, luidende:

“Art. 44/3. § 1. Ingeval van bevalling in ziekenhuizen, klinieken, kraaminrichtingen of andere verpleeginrichtingen, wordt de keuze voor discrete bevalling de dag van de opname meegedeeld aan de centrale adoptieautoriteiten door de persoon die de leiding van de inrichting uitoefent of zijn afgevaardigde. In de andere gevallen zal deze beslissing tot discrete bevalling op hetzelfde moment worden meegedeeld aan de centrale adoptiediensten als de kennisgeving van de bevalling zelf, door de moeder, de vader, de beide ouders of door de geneesheren, vroedvrouwen of andere personen die bij de bevalling tegenwoordig zijn geweest of door de persoon bij wie de bevalling heeft plaatsgehad, en dit uiterlijk de dag na de geboorte.

§ 2. Ingeval van bevalling in ziekenhuizen, klinieken, kraaminrichtingen of andere verpleeginrichtingen, zal de persoon die de leiding van de inrichting uitoefent of zijn afgevaardigde kennis geven van de bevalling aan

aux autorités centrales en matière d'adoption et à l'officier de l'état civil de la commune sur le territoire de laquelle l'enfant est né, au plus tard le lendemain de la naissance. Dans les autres cas, cette notification aux autorités centrales en matière d'adoption et à l'officier de l'état civil sera effectuée par la mère, le père, les deux auteurs ou les médecins, les accoucheuses ou les autres personnes qui ont assisté à l'accouchement ou par la personne chez qui l'accouchement a eu lieu, au plus tard le lendemain de la naissance.

§ 3. En cas d'accouchement discret, la déclaration de la naissance de l'enfant est faite par l'autorité centrale en matière d'adoption à l'officier de l'état civil de la commune sur le territoire de laquelle l'enfant est né, et ce sans mentionner les données relatives à la filiation. L'officier de l'état civil dresse l'acte de naissance, sans mentionner les données relatives à la filiation. La déclaration est faite dans les quinze jours qui suivent celui de la naissance.”

Art. 5

Dans le même Code, il est inséré un article 44/4 rédigé comme suit:

“Art. 44/4. Si la mère demande à bénéficier de la procédure de l'accouchement discret dans l'hôpital, la clinique, la maternité ou l'établissement de soins, elle et, le cas échéant, son mari ou son partenaire doivent recevoir d'un collaborateur d'un service d'adoption interne associé au service social de l'établissement, avant l'accouchement, des informations détaillées sur les droits, aides et avantages garantis par loi ou décret aux familles, aux mères célibataires et à leur famille, ainsi que sur les possibilités d'aide psychologique et sociale que peuvent offrir les organismes et associations reconnus par la loi ou par décret.”

Art. 6

Dans le même Code, il est inséré un article 44/5 rédigé comme suit:

“Art. 44/5. § 1^{er}. Les autorités centrales en matière d'adoption veillent à conserver et à gérer les informations sur l'origine de l'enfant qui sont en leur possession. Un registre contenant deux listes est constitué pour les enfants nés par accouchement discret. Une liste contient des données non identifiables, à savoir, au minimum, les circonstances de temps et de lieu de la naissance, ainsi que les données nécessaires au suivi de l'état de santé, des antécédents médicaux de l'enfant et de sa famille.

de centrale adoptieautoriteiten en aan de ambtenaar van de Burgerlijke Stand, op wiens grondgebied het kind werd geboren, uiterlijk de dag na de geboorte. In de andere gevallen zal deze kennisgeving aan de centrale adoptieautoriteiten en aan de ambtenaar van de Burgerlijke Stand gebeuren door de moeder, de vader, de beide ouders of door de geneesheren, vroedvrouwen of andere personen die bij de bevalling tegenwoordig zijn geweest of door de persoon bij wie de bevalling heeft plaatsgehad, uiterlijk de dag na de geboorte.

§ 3. Ingeval van discrete bevalling gebeurt de aangifte van de geboorte van het kind door de centrale adoptieautoriteit aan de ambtenaar van de Burgerlijke Stand, op wiens grondgebied het kind werd geboren, zonder de afstammingsgegevens te vermelden. De ambtenaar van de burgerlijke stand maakt de geboorteakte op, zonder vermelding van de afstammingsgegevens. De aangifte gebeurt binnen de 15 dagen na de geboorte.”

Art. 5

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 44/4 ingevoegd, luidende:

“Art. 44/4. Indien de moeder in het ziekenhuis, de kliniek, de kraaminrichting of de verpleeginrichting vraagt om de procedure van de discrete bevalling, dan moet zij en in voorkomend geval de echtgenoot, of partner vóór de bevalling door een medewerker van een binnenlandse adoptiedienst in samenwerking met de sociale dienst van de instelling uitvoerig ingelicht worden over de rechten, de bijstand en de voordelen waarop de gezinnen, de alleenstaande moeders en hun gezinnen bij wet en decreet aanspraak kunnen maken, alsook over de mogelijkheden van psychologische en sociale hulpverlening die wordt verstrekt door bij wet of decreet erkende instellingen of verenigingen.”

Art. 6

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 44/5 ingevoegd, luidende:

“Art. 44/5. § 1. De centrale adoptieautoriteiten zorgen voor de bewaring en het beheer van de gegevens waarover zij beschikken in verband met de herkomst van het kind. Voor de kinderen geboren na een discrete bevalling wordt een register aangelegd met twee lijsten. Één lijst bevat niet-identificeerbare gegevens: hierin staan ten minste de omstandigheden van tijd en plaats van de geboorte, de gegevens die nodig zijn voor de opvolging van de gezondheidstoestand en het medisch verleden

Elle peut être complétée par des autres données que la mère juge utile de communiquer à l'enfant. L'autre liste contient les données identifiables de la mère.

§ 2. Elles garantissent à l'adopté ou à son représentant l'accès à ces informations, dans la mesure permise par la loi belge, en fournissant l'encadrement approprié.”

Art. 7

Dans le même Code, il est inséré un article 44/6 rédigé comme suit:

“Art. 44/6. Sous réserve de l'article 44/4, les données personnelles rassemblées ou transmises conformément à la loi ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été rassemblées ou transmises.”

Art. 8

Dans le même Code, il est inséré un article 44/7 rédigé comme suit:

“Art. 44/7. § 1^{er}. La liste des données non identifiables est toujours accessible à l'enfant que la mère a abandonné, même s'il est encore mineur. La demande de divulgation de ces informations non identifiables doit être faite par la personne ou les personnes qui exercent l'autorité parentale ou par le tuteur de l'enfant. Ladite demande est adressée aux autorités centrales en matière d'adoption.

§ 2. Dès que l'enfant devient majeur, il peut adresser lui-même une demande aux autorités centrales en matière d'adoption afin d'obtenir la liste des données identifiables de la mère.

§ 3. L'autorité d'adoption informe la mère de l'initiative prise par l'enfant. Si la mère ne s'oppose pas à la divulgation de ses données d'identité, son identité est communiquée à l'enfant. Si elle s'oppose à la divulgation de son identité, une instance indépendante mettra en balance les intérêts de la mère et ceux de l'enfant et appréciera si les informations identifiables peuvent ou non être divulguées.”

Art. 9

Dans le même Code, il est inséré un article 44/8 rédigé comme suit:

van het kind en zijn familie. De lijst kan aangevuld worden met andere gegevens die de moeder nuttig vindt om mee te geven aan het kind. De tweede lijst bevat de identificeerbare gegevens van de moeder.

§ 2. Zij waarborgen aan de geadopteerde of aan zijn vertegenwoordiger de toegang tot die gegevens, in de mate toegestaan door de wet, waarbij passende begeleiding wordt verstrekt.”

Art. 7

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 44/6 ingevoegd, luidende:

“Art. 44/6. Onder voorbehoud van artikel 44/4 mogen de persoonlijke gegevens die overeenkomstig de wet zijn verzameld niet voor andere doeleinden worden gebruikt dan die waarvoor zij zijn verzameld of overgezonden.”

Art. 8

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 44/7 ingevoegd, luidende:

“Art. 44/7 § 1. De lijst met de niet-identificeerbare gegevens is steeds toegankelijk voor het kind, waarvan de moeder afstand heeft gedaan, ook als het nog minderjarig is. Het verzoek tot vrijgave van deze niet-identificeerbare informatie moet gedaan worden door de persoon of de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen of door zijn voogd. Dit verzoek wordt gericht aan de centrale adoptieautoriteiten.

§ 2. Zodra het kind meerderjarig geworden is, mag het zelf een verzoek richten aan de centrale adoptieautoriteiten om de lijst te verkrijgen met de identificeerbare gegevens van de moeder.

§ 3. De moeder wordt door de adoptieautoriteit op de hoogte gebracht van het initiatief dat haar kind ondernomen heeft. Als zij zich niet verzet tegen vrijgave van haar identiteitsgegevens, krijgt het kind de identiteit van zijn moeder meegedeeld. Als de moeder zich wel verzet tegen de vrijgave van haar identiteit, zal een onafhankelijke instelling de belangen van moeder en kind afwegen en oordelen of de identificeerbare informatie al dan niet mag worden vrijgegeven.”

Art. 9

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 44/8 ingevoegd, luidende:

“Art. 44/8. § 1^{er}. L’homme qui revendique la paternité et qui soupçonne une grossesse de son épouse ou de sa partenaire ou qui en a connaissance, mais qui ne peut établir de liens de filiation à l’égard de l’enfant en raison de l’accouchement discret, peut former opposition dans les deux mois qui suivent la naissance de l’enfant.

§ 2. L’opposition est formée par requête adressée au président du tribunal de première instance, qui siège comme en référé.

§ 3. La requête est examinée en chambre du conseil.

§ 4. Le juge met en balance les intérêts de la mère, du père et de l’enfant et décide d’annuler ou non la procédure de l’accouchement discret. Si le juge accède à la demande du père, les liens de filiation normaux entre le père et l’enfant sont rétablis.”

Art. 10

L’article 313, § 2, du même Code, remplacé par la loi du 31 mars 1987 et modifié en dernier lieu par la loi du 21 décembre 2018, est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit:

“La reconnaissance n’est pas non plus recevable si la mère a opté pour la procédure de l’accouchement discret et qu’elle n’a pas renoncé dans les deux mois à son consentement à un accouchement discret, conformément à l’article 44/2.”.

14 novembre 2019

“Art. 44/8. § 1. De man die het vaderschap opeist en die vermoedens heeft over of kennis heeft van een zwangerschap bij zijn echtgenote of partner, maar geen afstammingsbanden kan vestigen ten opzichte van het kind omwille van de discrete bevalling, kan verzet aantekenen uiterlijk twee maanden na de geboorte.

§ 2. Het verzet wordt aangetekend bij verzoekschrift gericht aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, die zitting houdt zoals in kortgeding.

§ 3. Het verzoek wordt behandeld in raadkamer.

§ 4. De rechter weegt de belangen van de moeder, de vader en het kind af en oordeelt of de procedure van discrete bevalling al dan niet wordt opgeheven. Als de rechter het verzoek van de vader inwilligt, dan herleven de gewone afstammingsbanden tussen de vader en het kind.”.

Art. 10

Artikel 313, § 2, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 31 maart 1987 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 21 december 2018, wordt aangevuld met een tweede lid, luidende:

“De erkenning is eveneens niet ontvankelijk als de moeder gekozen heeft voor de procedure van de discrete bevalling en de moeder na twee maanden niet heeft afgezien van het geven van de toestemming voor de discrete bevalling, overeenkomstig artikel 44/2.”.

14 november 2019

Nahima LANJRI (CD&V)
Nawal FARIH (CD&V)
Leen DIERICK (CD&V)
Steven MATHEÏ (CD&V)
Els VAN HOOF (CD&V)